

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

PNM n° 401 - Décembre - 41^e année

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

NETANYAHOU LIVRE ISRAËL AUX SUPRÉMACISTES juifs

par DOMINIQUE VIDAL



L'élection a largement été perçue comme un plébiscite en faveur de Benjamin Netanyahu
© BBC News - 117683948 - mediaitem117682989

Il arrive que l'on regrette d'avoir eu raison. Les lecteurs de *La Presse Nouvelle Magazine* peuvent en témoigner : depuis l'été 2021, j'ai mis en garde contre les conséquences de la politique menée par le soi-disant « gouvernement du changement » de Naftali Bennett et Yaïr Lapid, tremplin d'une victoire du bloc de Netanyahu et d'une percée, en son sein, du Parti sioniste religieux.

En fait de changement, cette coalition surréaliste a accentué la politique anti-palestinienne des équipes précédentes : accélération de la colonisation, record de répression depuis 2005 [1], interdiction pour « terrorisme » de sept Ong de défense des droits humains, déportation de milliers d'habitants de Masafer Yatta... Bref, lorsque Lapid est allé à Nazareth supplier les Palestiniens d'Israël de voter pour sa coalition, il n'avait guère d'arguments. ■ ■ ■ (Suite en page 3)

HISTOIRE

BOGDANOVKA, LE BABI YAR ROUMAIN

par BERNARD FREDERICK

Bogdanovka est un village du district de Domanevsky dans la région de Nikolaev. Auparavant, il faisait partie du district de Berezovsky, de la région d'Odessa. En juin 1941 les Allemands cèdent à leur allié roumain la partie de l'Ukraine entre le Dniestr et le Boug, y compris la ville d'Odessa, qui prend le nom de gouvernorat de Transnistrie.

À la mi-décembre 1941, 70 000 Juifs s'entassaient dans une vingtaine de porcheries du kolkhoze

de Bogdanovka, par une température de - 30°C à - 35°C. On ne leur donne aucune nourriture. Chaque nuit, quelque 500 détenus meurent de froid, de faim et du typhus. Les cadavres sont dévorés par les chiens errants. Les conditions d'internement sont comparables dans les deux autres grands camps de la région, Demanovka et Acmacetka. ■ ■ ■

(Suite en page 12)



Bogdanovka, Ukraine, région de Nikolaiev, sovkhoe où les juifs ont été parqués avant d'être exterminés

Editorial

Coups

par BERNARD FREDERICK

Le gouvernement et les médias préparent les Français à un scénario inhabituel, indigne de la sixième économie mondiale et d'un pays qui s'enorgueillissait jusque tout récemment de la souveraineté énergétique apportée par son puissant secteur nucléaire.

Le gouvernement a élaboré des plans pour des coupures d'électricité temporaires et tournantes aux heures de pointe en janvier prochain, si les circonstances l'exigent.

On voudrait nous faire croire que cette situation serait une conséquence de la guerre en Ukraine. Or tout cela n'a rien à voir avec l'intervention russe. C'est le résultat du manque de prévoyance, du manque d'investissements et de l'abandon des formations des personnels.

En l'absence de choix faits à temps par les pouvoirs publics, l'ensemble de la filière nucléaire est désorganisée. C'est ce qu'avait dénoncé Jean-Bernard Lévy, encore président d'EDF, lors de la dernière université d'été du Medef : « On a beaucoup de chantiers à gérer en parallèle. Résultat, on manque de bras, car on n'a pas assez d'équipes formées. On sait notamment qu'un soudeur ou un tuyauteur, il faut deux ou trois ans pour les former. Et pourquoi on n'a pas assez d'équipes formées ? Parce qu'on nous a dit : "Non, votre parc nucléaire va décliner, préparez-vous à fermer des centrales". On va avoir besoin de centaines et de centaines de personnes très formées, on en fait venir de l'étranger, notamment des États-Unis, et ça va être difficile ».

Jamais autant de réacteurs n'ont été à l'arrêt en même temps en France. Cette situation inédite dans l'histoire du parc nucléaire a culminé à la fin du mois d'août, avec un pic à 32 réacteurs débranchés du réseau, sur 56 au total. Fin octobre, ils étaient encore 24 dans cette situation.

Dans une interview accordée à la chaîne TF1, le président de la République a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de paniquer et que, s'il y avait suffisamment d'économies de consommation, les coupures pouvaient être évitées.

Comme toujours, ce sont les moins aisés qui seront touchés. Mais Macron nous avait prévenus : fini le temps de l'abondance... Enfin, pas pour tout le monde ! ■

CARNET

ROSETTE GRAS, NÉE GOLDMAN

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris la disparition de notre amie **Rose, née Goldman**. Ses parents, Chaïm Goldman et Bajla Enta Goldstajn, dite Yentele, venus de Zwolen (Pologne) près de Radom, avaient rejoint la France dans les années 1920. Rosette naît à Paris en 1943, sa famille parvient à traverser la guerre, cachée... Nous l'avons connue à la CCE, dans les années 50, à Tarnos puis au patronage de Belleville. Femme de conviction, engagée, humaine, elle rencontrera Yves, son mari, dans des combats communs du parti communiste, puis Corinne et Cécile naîtront. Rosette sera chef comptable et responsable du personnel à la Maternité des Bluets...

DENIS GROMB

Chers Alex et Nicole, nous avons été bouleversés d'apprendre la terrible nouvelle de la perte de votre fils, Denis, à l'âge de 56 ans. Nous ne l'avons pas connu personnellement mais certains de nos enfants ont de si bons souvenirs des vacances partagées avec lui et son frère Thomas, à la colo du Roc de la CCE... ! Nous pouvons imaginer combien vous étiez fiers de son parcours personnel et professionnel. Votre famille nous est proche, depuis notre regretté Kenig, qui à partir de 1938 avait assuré avec Rayski la direction de la *Naïe Presse*, jusqu'à toi, Alex qui as

Adhérente de l'UJRE, abonnée à la *Presse Nouvelle* à laquelle elle apportait, avec Yves, un généreux soutien, elle nous proposa naturellement, arrivée à la retraite, de nous aider à la gestion de l'UJRE, entre ses voyages à travers le monde et ses rencontres familiales. Pour ses collègues de travail, « c'était une «chouette nana», très compétente et très estimée ». Pour nous, c'était Rosette, notre amie. Sa simplicité, sa gentillesse, sa douceur, son fameux rire nous manquent. Nous présentons nos plus sincères condoléances à Yves, Corinne et Cécile, Maëlle et Romain, à Georges, à sa famille et à ses proches. ■ UJRE/PNM

si bien su contribuer à notre connaissance de l'histoire de l'UJRE. Nous savons que vous aviez transmis vos valeurs à Denis. Difficile de trouver les mots justes face à votre douleur ; ce petit message pour vous assurer, vous et tout particulièrement la femme et la fille de Denis, de notre entier soutien dans cette tragique épreuve. Nous sommes à vos côtés et vous prions de croire, très chers Alex et Nicole, à notre immense affection. ■ Vos amis de l'UJRE et de *La Presse Nouvelle*.



NOS LECTEURS EN DISCUTENT...

« ON MARCHE SUR LA TÊTE »

Doit-on parler de « L'affaire Klarsfeld » ? Comme on parlait de « L'affaire Dreyfus » ? D'un côté, une réflexion attristée et rationnelle, de l'autre la vindicte et l'amalgame pour justifier l'injustifiable. Le RN ne serait plus un « ennemi » mais un « adversaire politique » [1] puisqu'il commémore la rafle du Vel' d'Hiv (sic). Commémore-t-il aussi le massacre d'Oradour-sur-Glane (1944) par la division SS *Das Reich* dont les symboles sont aujourd'hui arborés par le régiment Azov en Ukraine, laquelle honore d'un monument et d'une avenue menant à Babi Yar (!) le criminel Stepan Bandera [2] ? Les fascistes aujourd'hui peuvent relever fièrement la tête : à l'ONU, 52 pays, l'Occident des « démocraties droitdelhommistes » et héritières du sacrifice des aïeux contre la barbarie nazie » [3] ne se sont plus contentés de s'abstenir de condamner la résolution proposant de « combattre toute glorification du nazisme et du néonazisme » [4], ils ont voté CONTRE, dont la France. Car ici aussi, on chérit ce passé : Louis Aliot, par exemple, veut rendre son honorabilité à Pierre Sergent, membre de l'OAS impliqué également dans le putsch

des généraux d'Alger (1961), en lui consacrant une esplanade. Les Perpignanais en protestant ont eu la mémoire moins courte [5] que Serge Klarsfeld. À moins qu'ils n'aient une définition moins partielle et partielle du fascisme, qui ne se réduise pas à l'antisémitisme, quoiqu'enseignent nos manuels d'histoire [6], à l'unisson avec la « police de la pensée » unique [7]. ■

Gisèle Jamet, professeure d'histoire

[1] www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-9h10/l-invite-de-sonia-devillers-du-vendredi-21-octobre-2022-4766189

[2] www.lacote.ch/monde/ukraine-une-avenue-a-kiev-renommee-du-nom-d-un-ancien-collaborateur-nazi-554244

[3] <https://reseauinternational.net/on-marche-sur-la-tete/>

[4] <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/N22/607/25/PDF/N2260725.pdf>

[5] www.lindependant.fr/2022/10/29/perpignan-200-personnes-contre-lesplanade-pierre-sergent-et-la-tentative-de-dédiabolisation-de-loas-10770614.php

[6] J. Fontaine, G. Jamet : *Enseignement de l'histoire. Enjeux, controverses autour de la question du fascisme*, Éd. ADAPT, Paris, 2016.

[7] C. Hagège, *Contre la pensée unique*, Éd. Odile Jacob, Paris, 2012, 25,90 €.



NOS LUTTES

Le *Canto General*, cette œuvre née dans des pays où l'art et la politique sont intimement liés, est le fruit de la rencontre de deux grandes figures du 20^{ème} siècle, Pablo Neruda et Mikis Theodorakis, l'un chilien, l'autre grec. Deux grands talents : l'un au service de la poésie, l'autre au service de la musique, deux peuples opprimés : par un général au Chili, par des colonels en Grèce. Pour un seul combat : **la liberté !** Nous chantons depuis des années cette œuvre magistrale d'une seule voix sans oublier que l'oppression existe encore !... et que nous devons lutter contre toutes ses formes.

C'est cette cause qui donne au Canto Général son caractère universel.

Les cœurs et les esprits vibrent toujours en l'écouter.

Il peut être joué et chanté sur toutes les latitudes

Il aura le goût de la résistance quand la liberté sera absente

et le goût du bonheur quand la liberté sera au rendez-vous.

Bernard Poignant ancien maire de Quimper

En 2019, nous l'avons chanté à Béziers en présence du maire, en 2022, à la Fête de l'Huma en l'absence de tout représentant du parti. La municipalité communiste de Sète m'avait refusé le *Canto* sous prétexte que Theodorakis venait de composer l'hymne du PS. La même année nous avons été accueillis par une municipalité de droite montrant qu'elle était ouverte et large d'esprit. Pourquoi relater ces faits ? Simplement pour dire qu'à mon avis, dans « L'affaire Klarsfeld », toute autre attitude que la sienne ne peut qu'entretenir la haine et ou la peur de l'autre et empêcher tout dialogue. Je m'étonne que l'UJRE soit tombée dans ce panneau. En ce moment la moindre occasion est malheureusement bonne pour considérer l'autre comme obligatoirement un ennemi. Mikis Theodorakis fut traité un moment d'antisémite pour avoir critiqué la politique d'Israël. Je vous invite à écouter son chant « Mauthausen ». ■ **Jean Golgevit**

AGENDA DE LA MÉMOIRE

- **05/12/1942, Malek Oussekin** meurt, victime de violences policières.
- **09/12/1942, Rafle de Tunis** de plus de 5 000 juifs : Internés dans des camps de travaux forcés puis déportés en 1943 en Europe, dans les camps d'extermination.
- **12/12/1942, Rafle des notables** : Internés au camp de Royallieu (Compiègne), ils seront déportés par le convoi n° 1.
- **15/12/1941** : 95 otages, dont 52 juifs, sont fusillés au Mont-Valérien. Nous leur rendrons hommage ainsi qu'à tous les résistants juifs, victimes du nazisme (voir invitation ci-dessous).
- **18/12/2022** : Retrouvons-nous à la **Marche des solidarités** à l'occasion de la *Journée internationale des migrants*, qui commémore l'adoption de la *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants*.
- **Hanouka 2022** : Du 18 au 26 décembre, ce sera la Fête des Lumières ! Préparez vos recettes de *Latkes* (galettes de pommes de terre croustillantes). ■

LA PRESSE NOUVELLE
Magazine Progressiste Juif fondé en 1934
Éditions :
1934-1993 : quotidienne en yidich, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)
1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH**
depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM**
éditées par l'UJRE
N° de commission paritaire 062 4 G 89897
Directeur de la publication
Henri Blotnik
Rédacteur en chef
Bernard Frederick
Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman
Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS
Tel : 01 47 70 62 1 6
Courriel : lapnm@orange.fr
Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)
Tarif d'abonnement
France et Union Européenne :
6 mois 30 euros
1 an 60 euros
Étranger (hors U.E.) 70 euros
IMPRIMERIE AQUARELLE
14 Rue du Ballon 93160 Noisy

BULLETIN D'ABONNEMENT
Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"
magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

HOMMAGE AUX FUSILLÉS DU 15 DÉCEMBRE 1941

À l'occasion du 81^e anniversaire des premières exécutions massives d'otages en France,

- *Mémoire des Résistants Juifs de la M.O.I.* (MRJ-MOI)
- *Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* (UJRE)
- *Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance* (AACCE)

vous prient d'assister à l'hommage qui sera rendu
aux 95 otages, parmi lesquels 52 juifs, fusillés le 15 décembre 1941
et à tous les résistants juifs victimes du nazisme.

**Jeudi 15 décembre 2022 à 11h au Cimetière du Père Lachaise
devant le monument d'hommage aux FTP-MOI.**

Rendez-vous à 10h.45 à l'entrée Gambetta (rue des Rondeaux)



NETANYAHOU LIVRE ISRAËL AUX SUPRÉMACISTES JUIFS

par DOMINIQUE VIDAL

(Suite de la Une)

Une fois encore, la fameuse « loi » dite Le Pen s'est vérifiée : « *L'électorat préfère l'original à la copie.* » Face à une gauche juive et arabe discréditée et profondément désunie, l'électorat populaire a poursuivi sa radicalisation à droite : non seulement en faveur du Likoud et des *haredim*, mais aussi de leurs alliés suprémacistes juifs, racistes et homophobes. Un facteur a joué un rôle dont les études électorales confirmeront sans doute l'importance : la peur suscitée par le « printemps palestinien » de 2021 – moins la guerre de missiles avec le *Hamas* que la révolte de la jeunesse arabe à Jérusalem et surtout dans les villes dites « mixtes », sur fond de flamée raciste [2].

D'où le triple résultat des élections du 1er novembre, qui aura, à coup sûr, des conséquences graves pour les Palestiniens et pour les Israéliens, mais pourrait même menacer, à terme, ce qui reste de démocratie israélienne, avec la marginalisation de la Cour suprême :

- une nette victoire de l'alliance de droite conduite par Benyamin Netanyahu (64 sièges sur 120) ;
- un poids sans précédent en son sein des suprémacistes (14 sièges) dont le Premier ministre sera l'otage, comme en témoignent déjà les postes qui leur sont promis (ministère de la Sécurité nationale pour Ben-Gvir et gestion de la Cisjordanie pour Smotrich) dans le gouvernement en cours de formation ;
- une relance du projet théocratique des partis ultra-orthodoxes et sioniste religieux, contre l'aspiration de près des deux-tiers des Juifs israéliens à une séparation de la Synagogue et de l'État [3].

Dans les dernières semaines de la campagne électorale, Ben-Gvir a certes tenté d'arrondir son image, il n'a trompé que les naïfs. Même le général Dan Haloutz, ancien chef d'état-major de Tsahal, estime qu'« *il n'a pas changé et ne changera pas* » et que ses idées pourraient entraîner une « *guerre civile* [4] ». Quant au président de l'État d'Israël, Isaac Herzog, il assure : « *Cet individu inquiète le monde entier* [5]. »

« *Modération* » ? Tout en brandissant son revolver en plein Sheikh Jarrah, il a conseillé à ses partisans criant « *Mort aux Arabes* » de se contenter de « *Mort aux terroristes* [6] ». Un de ses colistiers, Almog Cohen, a d'ailleurs vendu la mèche : il s'agit de créer un « *cheval de Troie* [7] » pour permettre au parti kahaniste d'entrer à la *Knesset* sans être disqualifié par la Cour suprême...

Le nom décisif, c'est Meir Kahane, dont Ben-Gvir s'est longtemps présenté comme l'héritier. Fondateur de la *Ligue de défense juive*, emprisonné à plusieurs reprises pour « *terrorisme* » aux États-Unis, il a fait son *aliya* en 1971, multipliant les violences anti-Arabs au service de son objectif : un Grand Israël vidé de tous ses Palestiniens. Treize ans plus tard, il fut élu député, créant un choc tel que pas un député n'assistait à ses discours. Ses collègues décidèrent alors d'interdire l'incitation au racisme dans le Code pénal et la Loi fonamen-



Jérusalem, 10-11-2022. Itamar Ben-Gvir, député, dirigeant du parti Otzma Yehudit, lors d'une cérémonie en l'honneur du leader extrémiste juif, feu le rabbin Meir Kahane.

talé régissant la *Knesset*. Si bien que Kahane fut exclu du scrutin de 1988. Le 5 novembre 1990, il mourait assassiné à New York.

Mais les deux partis qui s'en réclamaient – *Kach* et *Kach Hai* – poursuivirent leurs actions violentes. Le 25 février 1994, 29 musulmans en prière dans la mosquée d'Abraham à Hébron seront massacrés par un colon kahaniste, Baruch Goldstein – dont le portrait trônera longtemps sur le bureau de Ben-Gvir. Un mois plus tard, les deux partis sont interdits comme « *organisations terroristes* ». Ils n'en inspireront pas moins Yigal Amir, l'assassin d'Itzhak Rabin, le 4 novembre 1995. Peu avant, Ben-Gvir apparut à la télévision en brandissant la plaque minéralogique de la voiture du Premier ministre, il annonçait : « *Nous avons eu sa voiture, et nous l'aurons lui aussi* [8]. »

L'histoire ne pardonnera jamais à Benyamin Netanyahu d'avoir rouvert en 2021 les portes de la *Knesset* aux kahanistes. Rien là, toutefois, d'une alliance contre nature : le chef du Likoud a lui-même grandi dans le sérail sioniste révisionniste. Comment oublier que, dans les années 1930, David Ben Gourion appelait Jabotinsky... « *Vladimir Hitler* » ? En fait, c'est surtout Mussolini qui soutenait le *Betar* : il avait mis à sa disposition à Bari un émetteur radio couvrant tout le Moyen-Orient ainsi qu'à Civitavecchia des locaux pour son école de cadres. Le Duce expliqua en 1935 à David Prato, futur grand rabbin de Rome : « *Pour que le sionisme réussisse, il vous faut un État juif, avec un drapeau juif et une langue juive. La personne qui comprend vraiment cela, c'est votre fasciste, Jabotinsky* [9]. »

Bref, la référence au fascisme n'a rien d'excessif. Condamné à maintes reprises par la justice israélienne, même l'armée n'a pas laissé Ben-Gvir effectuer son service militaire tant elle le jugeait « *dangereux* ». Au printemps 2021, évoquant son rôle dans les violences à Jérusalem et au sein des villes dites mixtes, le chef de la police de Jérusalem, Kobi Shabtai, déclara à Netanyahu : « *La personne qui est responsable de cette Intifada est Itamar Ben-Gvir* [10]. »

Jusqu'aux dernières semaines, cet homme prônait l'annexion de toute la Palestine et le « *transfert* »

de tous ses habitants arabes. Il se prononce toujours pour la déportation des Israéliens « *déloyaux* » qui « *travaillent contre l'État* » – parmi lesquels il cite le député arabe Ayman Odeh, mais aussi le député juif Ofer Cassif... Toujours dans la surenchère, Bezalel Smotrich exige, lui, l'interdiction des partis arabes, « *le plus grand danger aujourd'hui pour [notre] sécurité* [11]. »

Le leader sioniste religieux défend le même programme politique que Ben-Gvir, mais il l'inscrit dans une perspective messianiste : l'État d'Israël doit être « *dirigé conformément à la Torah et à la Loi juive* [12] » – à l'exclusion du judaïsme réformé, qu'il considère comme une « *fausse religion* ». Son racisme décomplexé va jusqu'à la

séparation entre femmes juives et arabes dans les maternités : « *Il est naturel, a-t-il expliqué, que ma femme ne veuille pas être allongée à côté de quelqu'un qui a donné naissance à un bébé qui pourrait vouloir assassiner son bébé dans vingt ans* [13]. »

Cette hystérie anti-arabe se double d'une homophobie obsessionnelle : après l'assassinat en juillet 2015 d'un participant à la Gay Pride de Jérusalem, il n'hésita pas à qualifier celle-ci d'« *abomination* » et de « *parade bestiale* »...

Jusqu'où ira cette fascisation d'Israël ? Ben-Gvir et Smotrich ne sont pas des extrémistes isolés, ni même marginaux. Sauf crise majeure débouchant sur une nouvelle forme d'union nationale, Netanyahu n'aura pas de majorité sans eux. La gauche juive comme arabe est au plus bas, incapable de proposer une alternative à un électorat populaire emporté par la rhétorique raciste. Le risque est grand que l'opposition vote avec ses pieds : des centaines de milliers de citoyens juifs israéliens vivent désormais ailleurs qu'en Israël, et nombre d'autres se sont procuré le passeport d'un État européen. Pour eux comme pour feu Zeev Sternhell, « *en Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts* [14]. » ■

* Dominique Vidal, journaliste et historien, est l'auteur de *Israël : naissance d'un État* (Bibliothèque de l'Iremmo).

[1] Selon les statistiques de l'ONU, 341 Palestiniens ont été assassinés en 2021 et 162 en 2022 jusqu'au 21 novembre.

[2] Lire Nitzan Perelman, *Discours anti-arabe et hypocrisie de la coexistence*, Confluences Méditerranée 2021/4, n°119, « *Israël : contradictions d'une société coloniale* ».

[3] Dominique Vidal, *Une aspiration croissante à la réalité*, Confluences Méditerranée 2021/4, op. cit.

[4] 124, 28 octobre 2022.

[5] Cf. le site *Times of Israel*, 9 novembre 2022.

[6] Cf. le site *Times of Israel*, 21 septembre 2022.

[7] Site du *Times of Israel*, 21 septembre 2022.

[8] *Le Monde*, 3 novembre 2022.

[9] Voir Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators* (Croom Helm, Londres et Canberra, 1983).

[10] Site du *Times of Israel*, 14 mai 2021.

[11] Site de *Haaretz*, 12 septembre 2022.

[12] Site du *Jérusalem Post*, 7 août 2019.

[13] *Haaretz*, 5 avril 2016.

[14] *Le Monde*, 18 février 2018.

AMÉRIQUE LATINE

UN VENT D'ESPÉRANCE

par HENRI Blotnik

Une succession de bonnes nouvelles nous est venue d'Amérique latine, couronnée par la récente victoire au Brésil du président Inacio Lula da Silva, qui faisait suite à la non moins remarquable élection de Gustavo Petro à la présidence de la Colombie, faisant elle-même suite à celle de Gabriel Boric au Chili, chacun portant les espoirs d'un mouvement démocratique et populaire [1].

Auparavant, Luis Arce en Bolivie, Pedro Castillo au Pérou et Alberto Fernandez en Argentine avaient aussi ouvert la reprise d'un cours démocratique, interrompu par une série de coups d'État institutionnels, sous forme de harcèlement juridique (*lawfare*) conjuguant bataille parlementaire et Cour suprême complaisante.

À l'heure où chez nous l'extrême droite investit l'Assemblée nationale, revenons sur les mouvements néofascistes et ultralibéraux qui ont prospéré là-bas, sur les détournements de fonds publics et la corruption (notamment liée aux privatisations), qui entretiennent un climat de violence avec la formation de groupes plus ou moins clandestins, liés à la police ou aux forces armées, mais surtout revenons sur la criminalité liée aux jeux clandestins, aux trafics, aux rackets et extorsions, aux assassinats... Sur fond de mentalité coloniale, les forces d'extrême droite ont cultivé xénophobie, racisme ou haine de classe, retrouvant l'usage des symboles nazis.

L'exemple vient d'abord du sommet : au Chili, c'est le fils d'un nazi intégré à l'oligarchie locale qui est tout naturellement lié à des groupes néonazis ; au Brésil, Bolsonaro a repris mot pour mot les slogans nazis et son ministre de la Culture, digne émule de Goebbels, a dû démissionner en raison du scandale international qu'il avait ainsi provoqué.

À la base, parmi quelques exemples, ce sont des tags nazis sur des murs (écoles publiques, universités, *Mouvement des sans-terre*), des saluts nazis, comme celui d'une institutrice en pleine classe [2], ou de bolsonaristes en réunion [3].



La glorification des crimes nazis, avec ceux des tortionnaires locaux, débouche naturellement sur un antisémitisme virulent, florissant sur les réseaux sociaux et la fashosphère, mais aussi en public, à l'exemple d'un pasteur « évangélique » incitant à la haine des juifs [4].

L'anthropologue brésilienne Adriana Dias a évalué que le nombre de cellules néonazies était passé de 72 en 2015 à 1 117 en 2022 [5].

De tels événements avaient amené les organisations juives représentatives à les condamner [6,7] à plusieurs reprises. Des juifs progressistes se sont donc prononcés dès le premier tour [8] pour la candidature de Lula, dont la victoire a immédiatement été saluée [9].

Comme le trumpisme, le bolsonarisme demeure : ce 25 novembre, un jeune néonazi, fils de militaire, lecteur de *Mein Kampf*, vient de tuer dans une école trois institutrices et une élève de 12 ans, laissant 12 blessés.

La sidération exercée par l'extrême droite a été qualifiée de « dissonance cognitive collective », tant il est difficile de comprendre comment près de la moitié des électeurs brésiliens, dont nombre de personnes instruites, a pu être aveuglée [10].

Malgré tout cela, au Chili ou en Colombie, bravant les violences policières ou paramilitaires, la puissance de la mobilisation sociale, balayant des décennies de dictature et de terreur, a réussi à imposer une victoire politique.

Au Brésil, malgré les achats de vote, les assassinats, l'intimidation sur le lieu de travail, le flot des fausses nouvelles et des calomnies, l'instinct de classe a prévalu et les couches populaires, notamment dans le *Nordeste*, ont assuré la victoire de Lula.

Néanmoins, si Gustavo Petro peut compter, en Colombie, sur une majorité plurielle et progressiste, Gabriel Boric, comme Inacio Lula da Silva ou Pedro Castillo, doivent composer avec des parlements où le centre droit et la droite dominant encore.

Sous la pression de la droite, des remaniements ministériels ont eu lieu au Chili et au Pérou.

Cuba et le Vénézuéla retrouvant des voisins plus coopératifs, la région pourrait contribuer à nouveau à un monde de paix. ■

[1] Galo Edelstein in PNM n°393 (02/2022), p.3.

[2] Dans l'État du Paraná, une enseignante bolsonariste exécute en classe le salut nazi, CartaCapital, 10/10/2022 <https://www.cartacapital.com.br/sociedade/no-parana-professora-bolsonarista-faz-saudacao-nazista-em-sala-de-aula>.

[3] Brésil : Enquête suite à l'exécution du « salut nazi » lors d'une réunion en faveur de Bolsonaro, CNN Video, 28/11/2022

<https://edition.cnn.com/videos/spanish/2022/11/02/saludo-nazi-brasil-reunin-protestas-favor-bolsonaro-maria-alejandra-requena-panorama-mundial-cnn.cnn>.

[4] Un pasteur est condamné à 18 ans de prison pour incitation à la haine des juifs, CartaCapital, 30/06/2022 <https://www.cartacapital.com.br/cartaexpressa/pastor-e-condenado-a-18-anos-de-prisao-por-incitar-odio-contra-judeus>.

[5] L'hebdomaire *Veja* signale l'explosion d'incidents d'inspiration néo-nazie au Brésil, 28/11/2022 <https://www.conib.org.br/noticias-conib/37233-materia-na-vesta-veja-relata-explosao-de-casos-de-inspiracao-neonazista-no-brasil.html>.

[6] La Confédération israélite du Brésil (CONIB) et la Fédération israélite du Paraná (FeiP) condamnent la conduite de l'enseignante qui a exécuté le salut nazi, 10/10/2022 <https://www.conib.org.br/noticias/todas-as-noticias/37155-conib-e-feip-repudiam-a-conduta-de-professora-que-fez-saudacao-nazista.html>.

[7] La CONIB dénonce l'exécution de saluts nazis lors d'une manifestation à Santa Catarina et demande une enquête, 02/11/2022 <https://www.conib.org.br/noticias-conib/37184-conib-repudia-saudacoes-nazistas-em-manifestacao-em-sc-e-pede-investigacao.html>.

[8] L'organisation *Juives et Juifs pour la démocratie* appelle ouvertement à voter pour Lula, CartaCapital, 20/09/2022 <https://www.cartacapital.com.br/cartaexpressa/coletivo-de-judeus-lanca-manifesto-pela-vitoria-de-lula>.

[9] La CONIB adresse ses félicitations au président élu Luiz Inacio Lula da Silva, 01/11/2022 <https://www.conib.org.br/noticias/todas-as-noticias/37176-conib-envia-congratulaes-ao-presidente-eleito-luiz-inacio-lula-da-silva.html>.

[10] L'Association brésilienne des journalistes : La violence est la riposte ultime de putschistes face à l'échec de leur prophétie [Nda en l'occurrence, de leur victoire annoncée de Bolsonaro], 30/11/2022, <https://www.assbrasiljornalistas.org/violencia-e-ato-final-de-golpistas-diante-de-profecia-fracassada-2>.

Congrès mondial contre la peine de mort

UNE MILITANTE IRANIENNE LAURÉATE DU PRIX ROBERT-BADINTER À BERLIN

« Cette justice d'élimination, cette justice d'angoisse et de mort, décidée avec sa marge de hasard, nous la refusons ». Jamais ces paroles de Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, n'auront mieux prouvé leur justesse que parmi les 1 500 délégués venus de 128 pays à Berlin du 15 au 18 novembre à l'occasion du 8e Congrès mondial contre la peine de mort.

Au vu de la situation que la population iranienne endure du fait de la répression sanglante (au moins 416 morts dont 51 enfants) menée par le régime de la République islamique depuis la mort de Mahsi Amini en septembre, les congressistes ont attribué pour la première fois le Prix Robert-Badinter à Nasrin Sotoudeh, avocate iranienne et militante des droits de l'homme.

Christiane Taubira, l'ancienne garde des Sceaux, a remis ce prix à Mahmoud Amiry-Moghaddam, directeur de l'Ong *Iran Human Rights* (Ihr), l'avocate iranienne n'ayant pu faire le déplacement.

L'Iran détient le record du pays qui a le taux d'exécutions par habitant le plus élevé : durant les dix



Berlin, nov. 2022. Nasrin Sotoudeh, première lauréate du Prix Robert-Badinter

premiers mois de 2022, 448 personnes ont été exécutées. En 2021, 333 exécutions ont eu lieu. Plus de 5 000 personnes sont actuellement détenues dans les couloirs de la mort. Et plus de 15 000 manifestants ont été arrêtés dont 6 ont été condamnés à mort. L'Iran figure parmi les cinq pays qui exécutent le plus dans le monde, avec la Chine, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la Syrie.

Pour Raphaël Chenuil-Hazan, directeur général d'*Ensemble contre la peine de mort* (Ecpm), Ong française organisatrice du Congrès, « le but (du congrès) est de créer le moment politique pour porter la question de l'abolition de la peine de mort auprès des acteurs politiques de pays qui ont toujours la peine de mort ». Il s'est félicité des signaux venant du continent africain annonçant que, « d'ici quelques années, l'Afrique sera un continent quasiment ou entièrement abolitionniste ».

Si les congressistes ont fêté à Berlin le 20e anniversaire de la *Coalition mondiale contre la peine de mort*, il reste à poursuivre le combat abolitionniste contre cette « pratique cruelle ». Car malgré les énormes avancées obtenues en 2022, 52 États restent à ce jour rétentionnistes et 30 000 personnes se trouvent dans les couloirs de la mort.

Alors que 108 États sont désormais abolitionnistes pour tous les crimes, 8 autres le sont pour les seuls crimes de droit commun et 29 pays observent un moratoire sur les exécutions. ■ PK

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ?

par **PATRICK KAMENKA**

Alors que la France doit – comme de nombreux pays dans le monde – faire face à une aggravation sensible de la crise climatique, sociale, énergétique, économique et politico-diplomatique sur fond de guerre en Ukraine, le gouvernement Macron-Borne a fait le choix, lui, de déclarer « la guerre aux chômeurs », promettant, grâce à cette réforme, le retour au plein emploi en 2027.

Pour parvenir à ses fins, l'exécutif n'hésite pas à bâillonner les débats parlementaires en utilisant *ad nauseam* l'article 49-3 de la Constitution afin d'imposer – dans le cas présent – une réforme de l'assurance chômage via des mesures contracycliques, malgré l'opposition de la *Nupes* et des syndicats.

Concrètement, si, au-delà des six premiers mois d'indemnisation, le taux de chômage passe au « vert », c'est-à-dire sous la barre de 9% (dans la période de récession actuelle, il oscille entre 7,2 et 7,3%), la durée des allocations chômage sera réduite de 25%, note la *Cgt*. Pour Denis Gravouil, en charge des négociations sur l'assurance chômage pour la *Cgt*, cette réforme « est une usine à gaz qui sert à masquer le recul des droits des chômeurs ». Il rappelle que « seuls 40 % d'entre eux sont indemnisés aujourd'hui. Les indemnités chômage ne sont donc pas un frein à la reprise d'un travail ». En réponse, les députés de la *Nupes* ont annoncé saisir le Conseil constitutionnel contre ce projet de loi, affirmant que ce texte contrevient à plusieurs principes constitutionnels. Les syndicats pour leur part devraient saisir le Conseil d'État pour faire annuler cette loi votée avec l'aide de la droite (*LR*).

Au-delà de ce nouveau tour de vis antisocial, Emmanuel Macron veut remettre sur le métier, et ce au pas de charge, la réforme des retraites prévue pour entrer en vigueur en 2023, afin de répondre aux fameux critères de la Commission européenne visant à ne pas dépasser la limite de 3% de déficit en 2027. Pour tenter de contourner l'opposition unanime de l'ensemble des syndicats, des organisations de jeunesse ainsi que de la majorité des Français, l'exécutif intensifie sa « propagande » en utilisant les « pires mensonges et impostures », comme le souligne l'enquête de l'*Humanité Magazine* (n° 831) qui dénonce les « six gros bobards du gouvernement », notamment en laissant planer les hypothèses sur le risque de voir s'effondrer le système des retraites, si la réforme n'était pas engagée.

Celle-ci vise à une grave remise en cause de la solidarité entre générations d'autant, comme le relève Michael Zemmour dans *Le Monde diplomatique* (novembre 2022) que « les classes sociales ne sont pas égales devant la mort ». En effet, pour les catégories socioprofessionnelles les plus modestes, « le décalage de la retraite d'un, deux ou trois ans constitue un recul énorme ». L'article rappelle le rejet massif des Français face à cette réforme : « plus de 60% des sondés s'opposaient à l'allongement de la durée de cotisation ou à un report d'âge », selon une enquête de l'Ifop, ajoutant que « 72% estimaient possible de bien réformer les retraites sans augmenter l'âge légal de départ d'après Odoxa ».

Dans ce climat social tendu marqué par une poursuite de l'inflation, les inégalités explosent comme le note le *Secours populaire français* qui pointe « une forte détérioration des conditions de vie de nos concitoyens et concitoyennes, dont beaucoup n'avaient pas récupéré de la crise sanitaire en France », population qui compte 9,2 millions de personnes [1] vivant sous le



Chômage, on enrage © Fred Dufour - AFP.

seuil de pauvreté monétaire, soit un million de plus qu'il y a dix ans, selon le *Spf*.

Une situation qui risque de se détériorer sensiblement du fait de l'envolée des prix de l'énergie cet hiver, avec comme conséquence immédiate de frapper les plus démunis, mais aussi de provoquer une « impossible équation budgétaire » pour les collectivités locales. Un tel scénario est d'autant plus inquiétant que la Première ministre Élisabeth Borne n'exclut pas le risque de coupures d'électricité cet hiver. Le signal rouge de l'application *Ecowatt* pourrait ainsi intervenir jusqu'à cinq fois en janvier selon des prévisions de l'opérateur *Rte* [2].

Les appels du gouvernement à la sobriété énergétique apparaissent totalement inaudibles voire provocateurs, notamment quand le ministre de l'Économie Bruno Lemaire prône le port du col roulé pour réduire sa facture d'énergie.

Dans cette situation délétère survient l'affaire du cabinet conseil américain McKinsey qui, selon le



Emmanuel Macron et Élisabeth Borne © Josselin Clair - Le Courrier de l'Ouest.

quotidien *Le Parisien*, serait au centre d'une enquête du Parquet national financier (*Pnf*) sur des soupçons de financement illégal des campagnes présidentielles d'Emmanuel Macron (2017, 2022). Le *Pnf* va enquêter pour savoir si, en échange, le cabinet américain aurait pu bénéficier de l'obtention de contrats publics. Commentant cette affaire, le porte-parole du *Pcf*, Ian Brossat, observe qu'« il n'est pas surprenant qu'à force de dérouler la pelote, on finisse par remonter à Emmanuel Macron » [3].

Des dérives qu'ont fustigé dans un communiqué commun la sénatrice communiste Éliane Assassi et Arnaud Bazin, le président LR de la commission d'enquête du Sénat sur le rôle de ces cabinets : « Toutes ces affaires ont un point commun : le manque de transparence de l'État dans ses relations avec les cabinets de conseil qui jouent un rôle déterminant dans les politiques publiques ». Le chef de l'État, qui est protégé par son immunité présidentielle jusqu'à la fin de son mandat, a botté en touche en déclarant : « s'il y a une quelconque preuve de manipulation, qu'ils aillent au pénal ! ».

Un second quinquennat par ailleurs marqué par une dérive sécuritaire, avec un 22e projet de loi sur l'Immigration depuis 1986 que prépare le ministre de l'Intérieur, Darmanin. Ce dernier s'est d'ailleurs illustré de façon inquiétante lors de l'accueil à Toulon des 234 migrants à bord de l'*Ocean Viking*, accueil qui a été réalisé, selon le ministre, « à titre tout à fait exceptionnel ». Des propos qui ne peuvent qu'alimenter les thèses racistes et xénophobes de l'extrême droite en France et qui prêchent implicitement le rapprochement avec les politiques du « zéro réfugié » prônées par de nombreux pays de l'Europe forteresse, à l'instar du Danemark favorable au renvoi de réfugiés au Rwanda.

Enfin, comment ne pas s'interroger sur la teneur des propos d'Emmanuel Macron quand il déclare en substance refuser de politiser le sport à l'occasion de la Coupe du monde de football au Qatar ? Des assertions qui apparaissent comme un alignement sur les consignes de la FIFA interdisant aux joueurs tout signe de protestation ou toute manifestation de soutien aux minorités maltraitées au Qatar et face aux violations des droits humains : 6 500 salariés immigrés... ■

[1] <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045>.

[2] *Rte*: réseau de transport d'électricité.

[3] *L'Humanité* 25/11/2022.

LIBÉREZ MUMIA - LIBÉREZ-LES TOUS !

Lancés en 2001 par *Ensemble contre la peine de mort* (ECPM), les congrès mondiaux contre la peine de mort ponctuent, tous les trois ans, la campagne abolitionniste mondiale. Sa 8e édition s'est tenue à Berlin en novembre dernier (lire p. 4). Au cœur du congrès, un village abolitionniste a réuni une vingtaine d'organisations dont le collectif français *Libérons Mumia*. Raphaël Chenuil-Hazan d'ECPM considère qu'« Abu Jamal est le symbole de la politisation de la peine de mort ». Jacky Hortaut, co-animateur du Collectif Mumia en France, s'interroge : « La justice de Pennsylvanie va-t-elle laisser mourir Mumia en prison à vie en lui infligeant une seconde peine de mort lente ? ».

Car à l'audience du 19 octobre dernier, la justice de Pennsylvanie annonçait son intention de rejeter le droit d'appel défendu par les avocats de Mumia plaidant pour une révision de sa condamnation. Véritable coup de force judiciaire qui écarte de nombreuses preuves et de très graves manquements des magistrats au respect de la loi, commis lors du procès de 1982. Le 16 décembre 2022 aura lieu le prochain – et dernier ? – procès durant lequel les avocats de Mumia relèveront le défi de la vérité face au déni de justice qui dure depuis 40 ans. Rappelons qu'en France le collectif organise chaque premier mercredi du mois un rassemblement devant l'ambassade des États-Unis à Paris. ■ **TA**



BONNES FÊTES

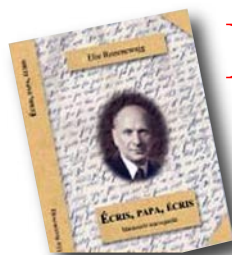
BONNES FÊTES



Que peut-on bien voir, ou offrir (ou s'offrir) en fin d'année ? Nous vous proposons ce large éventail de possibilités, des sorties (cinémas, musées, expositions...), voire des séances de lecture bien au chaud chez vous (livres, DVD...), vous n'aurez plus que l'embarras... du choix ! ■ PNM

À LIRE

ÉCRIS, PAPA, ÉCRIS (SHRAYB, TATECHI, SHRAYB) de ÉLIE ROZENCWAJG



Dans la veine d'un récit de Cholem Aleikhem, Élie Rozencwajg [1], né au shtetl en Pologne à la fin du XIXe siècle, se remémore sa jeunesse. Il écrit ses mémoires en yiddish, à la demande de ses enfants, résistants, pendant

qu'il vit caché à Bruxelles avec sa femme, en 1941-1942. Il leur révèle pourquoi il leur a donné une « éducation laïque, libre en Belgique », alors que lui-même avait reçu au shtetl, à la fin du XIXe siècle, une éducation juive, religieuse, stricte. Témoignage quasi ethnographique, plein de verve et d'humour, sur un monde dont l'auteur ignorait encore qu'il allait disparaître... C'est bientôt Hanouka, un vrai bonheur que la lecture de ce judaïsme revisité par le regard d'un enfant, frais, plein d'humour, où chacune des fêtes juives prend un sens nouveau ! Les Éditions de la Presse Nouvelle ont publié, en français, ce manuscrit yiddish que la fille de l'auteur, Guta Feldman-Rozencwajg, avait sauvé pendant 60 ans. L'ouvrage [2], préfacé par Yitskhok Niborski, est traduit par Batia Baum. ■

[1] Élie est le père d'une famille dont les enfants, juifs, résistent : un fils sera fusillé en Belgique, deux filles seront résistantes. L'une n'est autre qu'Eva Golgevit, que la plupart de nos aînés ont bien connue à l'UJRE.

[2] À commander (tarif fêtes : 15 € au lieu de 25 €, frais de port inclus) – chèque à adresser, en précisant le nombre d'exemplaires souhaités, à UJRE 14 rue de Paradis 75010 Paris.

VERS UNE PAIX JUSTE AU MOYEN-ORIENT

Le conflit israélo-palestinien, replacé dans le contexte du Moyen-Orient, est-il une affaire de peuples et de sociétés, plus que d'États ? Quelles sont les positions de l'UJRE face à ce conflit ? Ont-elles évolué depuis la déclaration de 1969 de ses présidents André Blumel, Charles Lederman et Vladimir Jankelevitch ? Vous le saurez en lisant cette brochure, parue en hors-série dans le numéro de septembre 2019 de la PNM. Elle est l'aboutissement d'une réflexion que l'UJRE, a menée en 2018, avec, notamment, deux conférences, l'une de Dominique Vidal, en mars, sur l'historique du conflit, l'autre de Bertrand Badie, en novembre, sur l'actualité : acteurs, objectifs, moyens, stratégies... et dont l'aboutissement fut la tenue d'une assemblée de ses adhérents.

Dans la continuité des combats qu'elle mène depuis plus de 75 ans pour les valeurs humaines de démocratie, de liberté des peuples et de paix dans le monde et loin de tout a priori hostile envers qui que ce soit, l'UJRE s'efforce de proposer une synthèse équilibrée et nuancée de ses analyses. Rappel utile sur les questions relatives à l'historique du conflit, à la situation présente, aux différentes perspectives possibles et aux moyens d'action retenus. ■

* Préface de Bertrand Badie, brochure à commander (tarif 3 € + 2 € de frais de port) – chèque à adresser, en précisant le nombre d'exemplaires souhaités, à UJRE 14 rue de Paradis 75010 Paris.



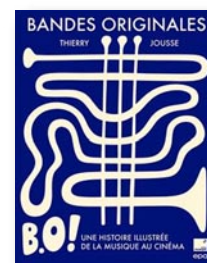
LA SYNAGOGUE de JOANN SFAR

Roman graphique. Délaissant les aventures du célèbre et sage *Chat du rabbin*, Sfar évoque ici ses vraies aventures d'adolescence, celles d'une génération qui se sent coupable d'être née après Hitler et de n'avoir pu le combattre. Des gosses poings serrés qui se disent que les fils de bourgeois déguisés en *skinheads* ne seront pas des ennemis à la hauteur de leur chagrin. C'est l'histoire des Juifs de France qui rêvent d'être comme tout le monde mais qui ne savent pas comment se rendre utiles lorsque des bombes commencent à exploser dans les synagogues. ■



DE LA MUSIQUE AU CINÉMA : BANDES ORIGINALES. B.O ! Une histoire illustrée de la musique au cinéma, de Thierry Jousse

L'auteur anime chaque samedi sur France Musique l'émission *Ciné Tempo* consacrée aux musiques de films. Fin connaisseur, il vous fait découvrir l'essentiel de l'histoire de la musique au cinéma et vous guide dans cette découverte par des playlists de musiques de films. Un très beau livre illustré pour le plaisir des yeux et... de l'oreille ! ■ Éditions EPA, 2022, 288 p., 45€.



LE CYCLE DES LANGUES JUIVES

L'existence de langues juives témoigne du fait que les juifs, pratiquants ou non, orientaux ou occidentaux, ont su, tout en s'assimilant, conserver une originalité qui se retrouve dans tous les domaines de la culture, y compris culinaire, nul n'ira dire le contraire. Il n'est pour s'en convaincre que de lire ce recueil publié en hors-série du n° 257 de la *Presse Nouvelle Magazine* (PNM), qui regroupe les articles parus de septembre 2007 à juin 2008 (PNM n° 248 à 256) sous la plume d'auteurs aussi variés que Jacques Varin, Charles Dobzynski, Haim Vidal-Sepiha, Rina Cohen. Il dresse le tableau quasi exhaustif des langues juives d'Orient et d'Occident. ■

* Brochure à commander (tarif fêtes : 6 € au lieu de 10 €, frais de port inclus) – chèque à adresser, en précisant le nombre d'exemplaires souhaités, à UJRE 14 rue de Paradis 75010 Paris.

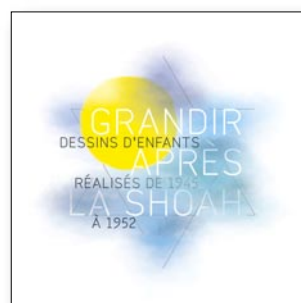


SORTIR

« GRANDIR APRÈS LA SHOAH »

Certains d'entre nous se souviendront d'avoir assisté, en juin dernier, à la pose de plaque commémorative sur ce qui fut la Maison d'enfants de déportés et de fusillés de la CCE située à Arcueil.

Cette année, la commission des Chemins de la Mémoire de cette ville redouble d'activité. À l'occasion du 80^e anniversaire de la Rafle du Vel' d'Hiv, elle a notamment préparé une exposition, *Grandir après la Shoah* [1], inspirée de celle que le Pcf avait organisée à l'Espace Niemeyer en 2015, à partir des dessins d'époque des enfants des foyers de la CCE, foyers animés par « ces juifs communistes qui accueillirent des enfants de déportés ». Un ouvrage



avait alors été publié, sorte de catalogue de l'exposition [2].

À cette occasion, la ville proposera des conférences, témoignages d'anciens des foyers et projections, entre autres du film de l'UJRE, *Nous continuons*.

Remercions Annie Thauront, des Chemins de la mémoire d'Arcueil, pour avoir su nouer les contacts nécessaires (UJRE, Amicale des anciens des foyers de la CCE, Amis de la CCE, divers lieux d'archives, producteurs de films...) pour permettre cette belle réalisation dont le programme détaillé paraîtra dans notre numéro de janvier. ■

[1] Hall de l'Hôtel de Ville d'Arcueil, du 16 janvier au 17 février 2023.

[2] Serge Wolikoff et Isabelle Lassignardie, *Grandir après la Shoah – l'histoire méconnue de ces Juifs communistes qui accueillirent des enfants de déportés*, Éd. L'atelier, 2015, 135 p., 25 €



BONNES FÊTES



Que peut-on bien voir, ou offrir (ou s'offrir) en fin d'année ? Nous vous proposons ce large éventail de possibilités, des sorties (cinémas, musées, expositions...), voire des séances de lecture bien au chaud chez vous (livres, DVD...), vous n'aurez plus que l'embarras... du choix ! ■ PNM

À VOIR

CITÉ DE LA MUETTE

Cité de la Muette, de Jean-Patrick Lebel, est le premier documentaire consacré au camp de Drancy, principal centre d'internement des juifs français et étrangers avant leur extermination en Europe de l'Est durant la Seconde Guerre mondiale. Le film inspecte les lieux de l'internement, exhume des archives, donne la parole à des témoins encore jeunes. Beaucoup s'expriment pour la première fois devant une caméra.

Captés entre 1982 et 1983 par Dominique Chapuis (chef-opérateur de *Shoah* de Claude Lanzmann), ces entretiens constituent un précieux matériau pour l'histoire de la déportation et de la résistance. On retrouve Paulette Sarcey, résistante au sein d'un groupe de jeunes communistes de la M.O.I. (Main d'œuvre immigrée) dont le témoignage est remarquable tant sont grands la précision de ses souvenirs et son sens du récit. À conserver, à transmettre. ■

Coffret double DVD avec livret, coédité avec Périphérie, à commander en adressant un chèque de 10 € à Ciné-Archives, 2 place du Colonel Fabien, Paris 19° – **DVD 1** : *Cité de la Muette*, Jean-Patrick Lebel, 1986, 1h30 + *Conversation entre Christiane Lack (monteuse du film) et Bernard Stora (réalisateur)* de Guillaume Lebel, 2019, 19 mn. – **DVD 2** : *Entretien avec Paulette Sarcey* de Jean-Patrick Lebel, 1983, 2h45. – **Livret** : *L'Histoire et la parole* de Sylvie Zaidman ; *Drancy, du camp d'internement à l'antichambre de la mort* de Denis Peschanski ; *La mémoire et les images* ou *le documentaire en Seine-Saint-Denis* selon Jean-Patrick Lebel ; le témoignage de Luc Alavoine, assistant réalisateur du film ; *Paulette et ses camarades* de Tanguy Perron.



UNE JEUNESSE PARISIENNE EN RÉSISTANCE (2015)

« Je sais ce que coûte la guerre » constate Henri Krasucki. Ce documentaire, de Mourad Lafitte et Laurence Karsznia, témoigne du courage de ces jeunes Parisiens, souvent des ouvriers, souvent des étrangers, qui surent dire « Non : Non au nazisme ! Non à Pétain ! » et dont beaucoup ont été torturés, déportés, exécutés. Un documentaire riche de nombreux témoignages, dont celui d'Henri Krasucki, et d'archives, parfois, inédites. Le sens de l'engagement en ressort grandi. ■

À LIRE ET ÉCOUTER

ROSE EN CIEL de MIRELE ROZEN

Un album-CD pour les petits, donc pour les grands. Un conte. Une jeune femme découvre un disque de chants yiddish interprété par les *Jacinta's Zingers* que, séduite, elle va rejoindre. Puis elle trouve au grenier, dans une vieille valise, une correspondance de famille remontant à son arrière-grand-père... Tiens, il était donc juif ! Elle aussi, alors ? Et de revoir l'histoire de sa famille judéo-alsacienne. Elle apprend le yiddish, crée avec l'aide de Jacinta, un tendre spectacle musical puis édite, chez *Anima*, cet album illustré par Ophélie Trichereau. Une balade poétique, un album de famille que l'on feuillette... en famille et avec bonheur. Merci, Mirele. ■

(tarif fêtes, par livraison UJRE 18 € au lieu de 22 € en librairie).



QUAND TU ÉCOUTERAS CETTE CHANSON

Lola Lafon relève le défi de son éditeur, passer *Une nuit au musée* : ce sera au Musée Anne Frank, à « l'Annexe ». Nuit traversée de réflexions sur l'absence, de cette jeune fille juive, « sœur imaginaire de millions d'enfants », que chacun connaît tant... et si mal. La nuit s'habite, traversée de souvenirs personnels de jeunesse, tel cet échange épistolaire avec un ami âgé de 15 ans, exécuté sous le régime de Pol Pot, dont la dernière lettre, « *Quand tu écouteras cette chanson pense à moi* », l'a menée vers Anne Frank. Cette nuit-là, Anne prend vie, c'est une jeune fille volontaire, elle veut devenir « écrivaine ou journaliste ». « *Dans l'Annexe, il y a rien et ce rien, je l'ai vu* ». À lire absolument. ■ (19,50 € en librairie).



NOUS ÉTIIONS DES COMBATTANTS



Commande & chèque à établir à l'ordre de MRJ-MOI et à adresser (tarif fêtes 8 € au lieu de 15 €, frais de port inclus) à MRJ-MOI 14 rue de Paradis 75010 Paris

LES FTP-MOI DANS LA RÉSISTANCE (2013)

Ce documentaire de Mourad Lafitte et Laurence Karsznia parle de ces résistants qui, anciens des Brigades internationales, étrangers, militants syndicalistes ou politiques, étaient plus particulièrement visés par le régime de Vichy et les nazis, ceux qui se battirent dans les rangs du groupe Manouchian ou des bataillons Carmagnole-Liberté.

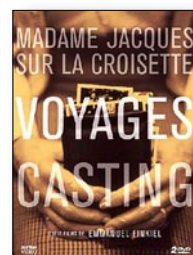
Il parle aussi et surtout de leur choix politique : un message particulièrement utile à une époque où il n'est que trop commode d'accuser les « étrangers » de tous les maux de notre inacceptable société. ■

DVD : 20 € en librairie.



TROIS FILMS D'EMMANUEL FINKIEL EN RÉÉDITION

Madame Jacques sur la Croisette (1997). Croisette sur laquelle se rencontrent tous les après-midi quelques retraités ashkénazes et où Maurice, veuf, attend avec impatience Mme Jacques, veuve elle aussi ; *Voyages* (1999) : Varsovie 1999, un groupe de personnes rescapées du génocide nazi se rend en car à Auschwitz pour le souvenir ; *Casting* (2001) : entre 1994 et 1998, pour tourner *Madame Jacques sur la Croisette* et *Voyages*, Emmanuel Finkiel organise un casting « sauvage » de non-professionnels au sein de la communauté ashkénaze française. ■ Coffret de 3 films, Potemkine éditions. 26,90 €.



SORTIR

MUSEUM de JONATHAN LEVY

« Visiter le lieu le plus métaphysique de la destinée humaine »

Les touristes affluent pour visiter Auschwitz, devenu premier atout de l'industrie touristique polonaise. **Jonathan Levy*** a enregistré réflexions et commentaires de visiteurs, superposant parfois les sons pour amplifier la banalité ou la valeur de leurs paroles.

Beaucoup semblent visiter le camp entre la poire et le fromage, comme pressés de reprendre le car pour continuer leur voyage ou rentrer à l'hôtel. « Pourquoi avoir gardé toutes ces chaussures ? » Certains sont pris d'une légère inquiétude à l'idée des « horreurs » qui se sont déroulées dans le lieu : « J'avais peur que ce soit gore » dit l'une, tandis qu'on apprend qu'il y a eu pugilat à l'entrée pour un refus de visite avec une bouteille de Coca-Cola. « Où manger ? » s'inquiètent certains, tandis que d'autres écoutent avec attention le guide.

À voir les visages tendus de ces derniers, on devine que le lieu et son histoire les saisissent d'émotion ou d'effroi. Une guide presse les visiteurs d'aller plus vite, alors qu'un autre guide prend le temps de décrire comment le camp fonctionnait. Deux jeunes Israéliennes, enveloppées dans un grand drapeau à étoile de David sanglotent dans les bras l'une de l'autre. Pourquoi elles ?

La barbarie nazie est une question qui concerne toute l'humanité. À voir la banalisation du lieu, fondu dans l'industrie touristique, on peut se demander si la prise de conscience historique du fait génocidaire peut y naître ? ■ LL

* PNM n° 307 06/2013, page 2 (projections-débat de *Das Kind* avec **Jonathan Levy**, en présence d'Irma Mico et de son fils André) ; PNM n° 382 01/2021, page 5 (entretien avec Patrick Kamenka sur ses parcours de mémoire).



À lire

Ne jamais baisser les yeux – Solidaire un jour, solidaire toujours

de HENRIETTE STEINBERG

lu par BÉATRICE COURRAUD

Henriette Steinberg, le combat d'une vie

Parcours exceptionnel que celui de Henriette Steinberg, secrétaire générale et présidente du *Secours populaire français*. Son récit, *Ne jamais baisser les yeux* [1], brasse, des origines (1945) à nos jours, l'histoire du *Secours populaire* dont elle fut la principale architecte, avec Julien Lauprêtre, et porte le vibrant témoignage d'une existence vouée à la solidarité et à l'entraide. Le mot *engagement* prend ici tout son sens, il est vecteur de grandes espérances et réalisations. Henriette Steinberg est née en 1951. Elle participe, dès l'âge de douze ans, aux collectes dans les rues pour les enfants des mineurs en grève ; sa mère l'emmène tous les ans à la Fête de l'Humanité. Elle fait ainsi ses premiers pas de collectrice, qui seront décisifs pour la suite de son parcours.

Elle œuvre dans tous les domaines de l'association pour y créer un immense élan collectif de solidarité qui, partant de France et de l'aide aux plus démunis, lui fera sillonner le monde pour secourir les populations en proie au dénuement – qui connaissent la misère, la famine, les persécutions –, les victimes des catastrophes naturelles et les enfants, premières victimes de la misère et des conflits. Elle mènera son combat avec une volonté, une vigilance continues et une détermination sans faille.

« Si on te traite de sale Juive, tu cognes, tu causes après. »

Fille d'immigrés communistes et juifs, Henriette Steinberg est confrontée à l'antisémitisme dès l'école primaire. Son père lui dit : « Si on te traite de sale Juive, tu cognes, tu causes après. » « Et, observe-t-elle, ça marche. Pendant plus de quinze ans, j'ai pratiqué les sports de combat. »

Henriette a de qui tenir. Ses parents furent des résistants. Son père Lucien, est d'origine juive roumaine, né à Bucarest. La famille subit de plein fouet la répression du régime fasciste de Ion Antonescu, allié de Hitler. Lucien gagne Paris en 1947. Il rencontre Hélène, avec qui il se marie, et tous deux rejoindront le parti communiste français. Lucien Steinberg fut historien, journaliste à l'agence Reuters, président de l'UJRE, et dirigea la *Presse Nouvelle Magazine* jusqu'en 2008 [2]. Dans son ouvrage : *Pas comme des moutons. Les Juifs contre Hitler* [3], il écrit : « Dans les situations désespérées, ce sont les combattants qui ont le plus de chances de survivre. »

Entretien

« SE NOMMER JUIF AUJOURD'HUI ENCORE »

« Maman, tu caches ton étoile jaune sous ton sac face à la Gestapo. Le jour de la libération de Paris tu tombes dans les bras d'une femme juive, cachée comme toi sous une fausse identité... En repensant à ces images qui habitent mes films, j'ai compris qu'en racontant l'histoire des miens pendant la guerre, c'était mon inquiétude d'être juive que je questionnais. Alors j'ai demandé à ceux de ma famille, mes proches, ce que ça représentait pour eux d'être juif aujourd'hui. » **Martine Bouquin**



PK Votre dernier film « *Se nommer Juif aujourd'hui encore* » est votre 4e réalisation portant sur la question de l'identité juive. Pourquoi ce nouveau film, projeté ces derniers jours dans une salle parisienne ?

MB Dans les trois films précédents je racontais l'histoire de ma famille juive pendant la guerre. Le premier, *Les récits de la guerre* (2011), était consacré à mes parents et à ce qu'ils ont vécu pendant la période de la guerre, mon père interné à Drancy, ma mère réussissant à le faire sortir avant la déportation, le passage en zone non occupée, la Résistance... Le 2e film, *Betty Marcusfeld* (2014), retraçait l'histoire de ma tante, la jeune sœur de ma mère, arrêtée en 1942 et déportée à Auschwitz d'où elle n'est jamais revenue. J'ai consacré un film à cette tante dont je ne savais presque rien, dont on parlait très peu, pour dire ce qui lui était arrivé, mais aussi pour essayer de faire son portrait. Et puis le 3e film, *Baba* (2019) décrivait



Créteil, 6 mars 2001. Henriette Steinberg avec ses parents lors de la remise de la médaille de la Légion d'honneur.

Sa mère, Hélène, issue d'une famille juive de Russie (Kichinev), émigre en France en 1920. En 1942, elle refuse de se plier aux lois de Vichy. Elle se cache en Bourgogne et apprend plus tard que ses grands-parents maternels n'ont pas survécu à la marche de la mort en 1945. « À la fin de sa vie, écrit Henriette Steinberg, ma mère a voulu qu'on inscrive ce message à l'intention des futures générations : "Ni oubli ni pardon pour les nazis allemands et roumains qui ont assassiné mes grands-parents et mon oncle". »

Le couple s'engage dans les luttes sociales et politiques. Il se montrera solidaire de tous les réfugiés politiques antifascistes et anticolonialistes. Leur petit appartement servira de refuge aux persécutés.

Tout ce qui est humain est nôtre

Henriette Steinberg était secrétaire nationale de l'association depuis 1975, elle en devient la secrétaire générale et présidente en 2019, prenant la suite de Julien Lauprêtre, un homme charismatique. Résistant dès l'âge de 16 ans, emprisonné à la prison de la Santé, il se retrouva aux côtés de Missak Manouchian qui lui adressa ces paroles qui le marquèrent à vie : « *Promets-moi d'être utile aux autres, de combattre l'injustice sur cette terre.* »

Pendant 61 ans (de 1958 à 2019), Julien Lauprêtre se voua corps et âme à sa mission, faisant sien le mot d'ordre du *Secours populaire* des origines : *Tout ce qui est humain est nôtre*. Il veut élargir les actions, ne pas s'arrêter à la défense des opprimés. Pour lui, la solidarité doit être morale et matérielle et s'adresser aux victimes de tous les drames humains.

Il donne une nouvelle impulsion à l'association en l'internationalisant. C'est ainsi que Henriette Steinberg se rendra dans les pays touchés par les guerres, les fami-

nes, les catastrophes naturelles et lèvera des fonds pour secourir les victimes, entre autres : en 1976, à la prison de Carabanchel en Espagne où sont incarcérés les républicains espagnols ; en 1982, dans les Territoires palestiniens, notamment à Gaza, où la population palestinienne est atteinte de plein fouet par les bombardements de l'armée israélienne ; à Banda Aceh, sur l'île de Sumatra en Indonésie en 2005, où eut lieu le dévastateur tremblement de terre qui fit des milliers de victimes. En Ukraine en 2022, le *Secours populaire* lance, dès le début de l'invasion de l'armée russe, des appels à la solidarité et aux dons. L'urgence est de protéger la population ukrainienne, les femmes, les enfants, les personnes âgées. Henriette débloque un fonds de 50 000 euros et envoie des missions sur place et aux frontières afin d'évaluer les besoins immédiats. Sa priorité est de recueillir et d'accueillir les enfants – dont un grand nombre sont orphelins – dans les meilleures conditions possibles. Leur protection est l'une des missions essentielles du *Secours Populaire*. On compte actuellement en Europe 7,7 millions de réfugiés d'Ukraine [4].

À l'heure où la précarité et la pauvreté s'accroissent, où les inégalités sociales se font de plus en plus criantes, Henriette Steinberg nous livre ce message : « *Pour le Secours populaire, si l'homme n'est pas toujours un loup pour l'homme, il existe bien des prédateurs. Mais leur force réside dans notre faiblesse. Renvoyons-les dans leur forêt obscure. Nous devons faire face, nombreux et résolus, veillant à soutenir les plus fragiles qui ne savent plus à quel saint se vouer pour sortir de la nasse. Ce chemin n'est pas le plus simple, ni le plus tentant parfois (...) Chacune, chacun peut s'y engager. Il rend heureux et fait renaître la joie enfantine qui sommeille en nous. Ce chemin est le mien, nous pouvons le suivre ensemble, il est sans frontières spatiales et temporelles.* » ■

* En 2022, le *Secours populaire*, c'est

87 000 animateurs et collecteurs bénévoles en France ;
507 salariés ; plus d'un million de donateurs ;
3,5 millions de personnes aidées dans 80 pays.

[1] **Henriette Steinberg**, *Ne jamais baisser les yeux. Solidaire un jour, solidaire toujours, le Secours populaire français*, Éd. Robert Laffont, 2022, 240 p., 19,50 €.

[2] *Presse Nouvelle* n° 254 de mars-avril 2008, p.5, **Lucien Steinberg** : *Allez de l'avant !*

[3] **Lucien Steinberg**, *Pas comme des moutons : les Juifs contre Hitler*, Éd. Les Balustres, 2012, 600 p., 10 €.

[4] *Presse Nouvelle* n° 395 d'avril 2022, p.4, *Le Secours populaire solidaire des Ukrainiens*.



LES GRYNER, 1945-1953.

lu par **GISÈLE JAMET**

Qu'on ne se trompe pas à la lecture de ce qui pourrait apparaître comme un jugement de valeur... La rédactrice de cette note de lecture ne fait que relater ce que l'autrice affirme dans son ouvrage, d'où l'usage du « sic » ou de la référence à la page... ■ **PNM**

Par cette étude [1], à partir d'une soixantaine de témoignages recueillis dans des livres de mémoire individuelle ou en lien avec le *Farband*, le *Cojasor*, le *Fonds Spielberg*, Sabine Zeitoun fait œuvre salutaire en donnant à voir au grand public ces rescapés juifs polonais arrivés en France entre 1945 et 1953.

Rares sont encore les travaux sur ces *Gryner* (les « bleus »), nom péjoratif que leur attribuaient leurs prédécesseurs, arrivés en France dans les années 30. L'autrice retrace leurs parcours pendant la guerre. Seuls 10% des juifs polonais ont survécu, cachés, déportés ou réfugiés en URSS, d'où provient la majorité des survivants (entre 200 et 250 000 sur un total de 300 à 340 000).

Ayant tout perdu dans en Pologne en proie à l'antisémitisme, puis aux communistes (sic), ils rejoignent après-guerre les camps de « personnes déplacées » (*displaced people*, *DP*) en Allemagne ou en Autriche où les conditions de vie sont rudes en 1945. La *Haganah* et d'autres organisations sionistes les y préparent activement à rejoindre la Palestine mandataire où la majorité d'entre eux veut se rendre. La France, qui pour ces *gryner* est le pays des droits de l'homme et de la liberté, devient ainsi un pays de transit. Des organisations juives comme l'*OSE*, l'*UJRE* et le *Cojasor*, bras financier du *Joint* américain, leur apportent aide matérielle, médicale et psychologique en leur procurant un hébergement, un travail ou une formation professionnelle dans « les métiers juifs » – grâce à l'*ORT* [2] – ou l'accueil dans

des « Maisons » (dont celles de la CCE) des enfants auxquels il faut apporter une aide morale et éducative. Progressivement ces apatrides font leur nid. Le « Belleville » et le « Pletzl » sont les marchés au travail où les hommes se rendent le dimanche matin : on y rencontre amis, patrons et ouvriers. La plupart d'entre eux travaillent d'abord à façon, en atelier ou à domicile. Celui-ci dépourvu de commodités, sans eau courante ni toilettes, comme pour les autres ouvriers, devient le centre de la vie familiale et professionnelle. L'école de la République, voie de l'émancipation sociale, permet aux adultes, par le truchement des enfants, de s'intégrer en apprenant le français. Ces enfants peuvent partir dans les colonies des organisations juives, sionistes ou pas (ex. la CCE et ses patronages). Les parents, eux, travaillent dur, jusqu'à 12 heures par jour, se plaignant d'être exploités par leurs coreligionnaires de patrons, qui vont jusqu'à les employer au noir.

Pourtant certains s'en sortent, devenant à leur tour patrons ou commerçants, « hormis ceux qui ne l'ont pas voulu pour motifs idéologiques » [p.477]. Le droit du sol, aujourd'hui menacé, permet à l'époque au *Gryner* d'être naturalisé au bout de dix ans, signe pour lui d'une intégration réussie. Pour autant, les traditions religieuses et culturelles se maintiennent, grâce aux fêtes, à la cuisine, aux enfants, même si la langue et la presse yiddish se perdent...

Sabine Zeitoun n'a pas toujours réussi la synthèse de ces itinéraires et tranches de vie, à la fois singuliers et concordants. On déplorera un certain manque de

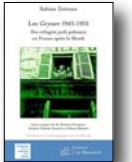
rigueur : ainsi les *DP* seraient tous arrivés de Pologne, en ignorant ceux qui, déportés là ou arrivés après les marches de la mort, y sont restés en considérant que seul l'uniforme, devenu américain ou anglais, avait changé ? le terme de « centre d'accueil » (sic) paraît mal venu ; on regrette aussi le peu d'information sur les juifs polonais ayant fui plus ou moins légalement vers l'URSS où ils furent « exilés » en Sibérie... entendre au « *goulag* [3] » [p.421], ou sur les adultes ayant participé à l'effort de guerre, travail rémunéré, dans « *des conditions de vie difficiles* » [p.197] (mais n'était-ce pas le cas de toute la population soviétique ?) – est-ce pour cette raison qu'ils n'eurent pas droit aux réparations allemandes ? Tachkent et Boukhara, où les enfants furent scolarisés, ne sont pas même évoqués ; – quant aux partisans juifs... un autre silence assourdissant, donc une piste de recherche qui reste ouverte.

Même si cette étude ne répond pas à toutes les attentes – était-ce réaliste ? – elle a le grand mérite d'ouvrir une piste peu exploitée par les chercheurs... et de raviver des souvenirs, ceux de notre jeunesse et de nos parents. ■

[1] **Sabine Zeitoun, *Les Gryner, 1945-1953. Des réfugiés juifs polonais en France après la Shoah***, Éd. Le Manuscrit, Paris, 582 p., 29,90 €.

[2] **ORT (Organisation Reconstruction Travail)** : œuvre philanthropique créée en 1880 à Saint-Petersbourg « pour le travail manuel, artisanal et agricole » des déshérités juifs de la « zone de résidence ».

[3] **Goulag** : acronyme de *Glavnoïe Oupravleniye LAGerei* (Administration pénitentiaire). Une conférence autour du livre s'est tenue le 5 décembre 2021 au Mémorial de la Shoah (<https://youtu.be/Am5EVKu18FI>).



Théâtre LA CHRONIQUE DE KAROLINA WOLFZAHN

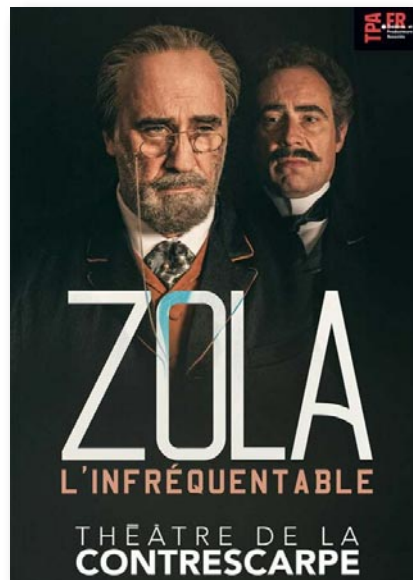
Didier Caron est auteur et metteur en scène, ainsi que comédien. Homme chaleureux à l'immense talent, il est dénué de cette arrogance que l'on rencontre souvent. La liste de ses créations et de ses rôles est longue, directeur du Théâtre Michel pendant dix ans, trois Molières en 2013, adaptations de films célèbres au théâtre, actuellement sur scène au Théâtre du Funambule...

Il a écrit et mis en scène ce spectacle sur *Zola**, qui dévoile des événements personnels de grands personnages, dans le contexte historique de l'affaire Dreyfus qui soulevait les passions. Émile Zola ruinait son entrée à l'Académie française avec le fameux article *J'accuse*, défenseur d'un capitaine juif qu'il ne connaissait pas.

Zola était haï par des Français de cette fin du XIXe siècle qui hurlait son antisémitisme. Il ne pouvait accepter que l'on juge un homme uniquement sur sa religion. Sa lettre au président Félix Faure déclarait « *ma protestation enflammée n'est que le cri de mon âme* ». À l'époque, même les Goncourt étaient antisémites.

La pièce se passe le 5 janvier 1895. Zola dîne chez son ami Alphonse Daudet, pourtant farouche antisémitisme, mais écrivain talentueux, avec lequel il peut discuter intelligemment.

Didier Caron : « *Mon rapport au judaïsme a été*



ZOLA, L'INFRÉQUENTABLE

longtemps complexe. Je me sens profondément juif et sioniste, ma mère était séfarade, mais je ne suis ni croyant, ni pratiquant. Je n'aime pas l'image de Dieu que j'égratigne dans toutes mes pièces. Mon judaïsme est sous-jacent, bienveillant, j'y fais une discrète référence dans mes comédies, notamment dans « Fausse note », huis clos poignant entre deux hommes, où le passé et le présent se confrontent. »

Ce soir-là, arrive chez Daudet son fils Léon, romancier sans talent, antisémite notoire, décomplexé et haineux. Il a assisté à la dégradation du capitaine Dreyfus, prépare un article pour *Le Figaro*, et prétend que Zola défend Alfred Dreyfus pour faire grimper sa notoriété ! Il tient des propos ignobles et accusateurs sur le capitaine et sa religion. Léon pouvait, grâce à son nom, être reçu dans tous les salons parisiens. Cette soirée constitua le prélude au fameux *J'accuse* de Zola.

Didier Caron a voulu montrer la part d'ombre d'un Zola plus humain, avec ses qualités et ses défauts, sa vie privée entre sa femme Alexandrine et la jeune lingère qui lui avait donné deux enfants.

« *Peut-être la vraie motivation dans l'affaire n'était-elle pas purement sincère ; les deux points*

de vue s'affrontent ». (...) « *Deux comédiens extraordinaires, totalement incarnés dans leurs personnages, livrent un face-à-face magistral, une confrontation entre l'humanité de Zola et l'intolérance de Daudet.* »

Les dialogues sont, comme toujours chez Didier Caron, d'une intelligence et d'une finesse incomparables, avec toujours l'humour et la profondeur de la pensée. **Pierre Azéma**, un Zola tout en nuances, soupe au lait mais tendre, colérique et profondément humain, affronte **Bruno Paviot** qui assume les horreurs débitées par un Léon Daudet envieux, méchant, mais aussi fils fragile et aimant. Sans oublier le plaisir d'une diction et d'une langue française parfaites.

Le rythme de la mise en scène tient en haleine avec cette affaire qui avait déchiré la France. La scénographie de Capucine Grou-Radenez s'accorde avec le texte, décor élégant, une bibliothèque qui évolue au gré de la pièce, les costumes de Mélisande de Serres sont étudiés dans le moindre détail, sous les lumières de Denis Schlegel. Pour Didier Caron « *c'est cette confrontation qui projette Zola dans ce qui deviendra plus tard « une affaire », celle d'une idéologie toujours cruellement d'actualité et qu'il a eu souvent seul le courage de combattre.* » Et Anatole France dira : « *Zola restera néanmoins un moment de la conscience humaine, un homme rempli de courage, défenseur de la vérité* ». ■

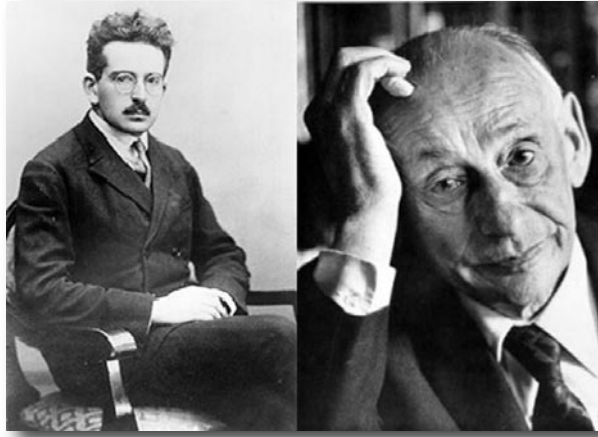
* **Théâtre de la Contrescarpe**, 5 Rue Blainville, 75005 Paris. Résa 01 42 01 81 88 ou billetterie@theatredelacontrescarpe.fr

LA CHRONIQUE LITTÉRAIRE DE G.G. LEMAIRE

À LA RENCONTRE DE WALTER BENJAMIN

Désormais, Walter Benjamin fait partie de notre univers culturel, il est l'un de ces penseurs qui incarnent avec maestria le XXe siècle. Son œuvre est loin d'être négligeable, mais il a conçu peu de livres. Il avait une difficulté extrême à trouver ses ports d'attaches, géographiques mais aussi culturels (par exemple, ses liens avec sa judéité, ses orientations idéologiques, son engagement dans l'enseignement). En outre, nous avons une idée assez lacunaire de l'homme qu'il a été, les témoignages publiés étant peu nombreux. C'est pourquoi la réédition de l'ouvrage de Gershom Scholem est des plus précieuses. [1]

L'auteur a rencontré Walter Benjamin au début de la guerre, en 1915. Benjamin était passablement ignorant de la culture juive et ne connaissait pas l'hébreu, à l'inverse de son ami qui, lui, étudiait le Talmud. Ces pages sont d'une importance capitale pour se faire une idée du jeune Benjamin, qui était parvenu à se faire réformer et qui avait commencé à traduire la poésie de Baudelaire. Petit à petit, à travers leurs relations toujours plus étroites, on commence à saisir l'esprit de Walter Benjamin, ce qui n'était pas simple car il avait le sens du secret. Et puis l'on découvre aussi ses manies, sa bibliothèque en deux zones, avec d'un côté les ouvrages essentiels, et de l'autre tout ce qui n'était pas indispensable, sa manie de collectionner et de ranger certains objets qu'il regardait avec curiosité, sa méthode de classement de ses notes et de ses écrits dans toutes sortes d'enveloppes qu'il a rangées par la suite dans des valises – ce qui a constitué sa bibliothèque intime.



W. Benjamin et G. Scholem

Interné pour « démente précoce », Gershom Scholem, comme Benjamin, a tout fait pour ne pas partir sur le front et s'est retrouvé dans un hôpital militaire. Ils s'écrivent souvent. Leur amitié s'était cimentée. Ils ne cessent de se conseiller l'un l'autre des livres à lire, ce qui nous fait savoir qu'il avait connu Hugo Ball. Et Benjamin lui adresse aussi ses essais, comme celui sur *L'Idiot* de Dostoïevski. Libéré définitivement de ses obligations militaires, Scholem vécut en Suisse pendant deux ans. Il a eu l'occasion de se retrouver avec Benjamin et Dora, sa compagne. À cette époque, ils n'ont guère plus de vingt ans. Benjamin était alors travaillé par la question religieuse et avait écrit *Métaphysique de la jeunesse*. Ses relations épistolaires seront rassemblées en 1936 dans un volume intitulé *Allemands : Une série de lettres*. Il se mit à écrire des poèmes. Il s'était alors pris de passion pour Rilke. Il a fait la connaissance de Hugo Ball, qui l'a

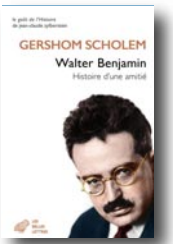
mis en relation avec Ernst Bloch, et s'est mis à collectionner les livres d'enfants anciens. Les deux amis lisaient la revue de Karl Kraus, *Die Fackel*. Puis, un beau jour, le couple a décidé de quitter la Suisse sans avertir.

Benjamin a obtenu son doctorat, mais n'en a rien dit à ses proches ! Il s'est employé à voyager au début des années vingt (l'Italie, Riga, etc.) en continuant à écrire des essais. Sur ces entrefaites, Scholem s'est installé à Jérusalem. Avec des hauts et des bas, au milieu des affaires sentimentales de Benjamin, leurs relations se sont poursuivies, avec des rencontres à Berlin. Au début des années trente, il a achevé la rédaction d'*Enfance berlinoise*.

Puis la situation l'a contraint à l'exil. Benjamin a trouvé refuge à Paris, ville qui l'a fasciné et qui lui a inspiré ce livre inattendu sur les passages [2]. Il a été invité à faire une tournée de conférences à New York. Puis est arrivée l'invasion allemande, sa fuite précipitée vers le Midi et sa tentative d'aller en Espagne qui a échoué, ce qui a entraîné son suicide en 1940. Ce volume contient une annexe avec des lettres de l'année 1931 sur le matérialisme historique. Livre incontournable -pour qui aime cet auteur si énigmatique. ■

[1] Gershom Scholem, *Walter Benjamin : Histoire d'une amitié*, trad. Paul Kessler, Éd. Les Belles Lettres, coll. *Le goût de l'histoire*, 2022, 380 p., 15,50 €.

[2] Walter Benjamin, *Paris, capitale du XIXe siècle. Le Livre des passages*, trad. Jean Lacoste, Éd. Le Cerf, 1997, rééd. Books on demand, 2021, 24 p., 13 €.



Dos yidish vinkl - דאס יידיש ווינקל

Quelle histoire pour le yiddish ?

III. LA PISTE KHAZAR

L'Empire khazar : un peuple, un État connus grâce à quelques sources essentiellement arabes, hébraïques ou chinoises. Un peuple turco-mongol, constitué en tribus, au mode de vie longtemps nomade, qui finit par se sédentariser et construire un empire entre la mer Noire et la mer Caspienne, dans les steppes de la Russie du Sud et de l'Ukraine actuelle.

Un empire qui exista environ trois siècles, entre le VIIe et le Xe siècle de notre ère. Ce peuple pratiquait une religion proche du chamanisme. La grande aventure des Khazars fut la conversion de la dynastie régnante et de la caste noble au judaïsme vers 740, seul État médiéval à avoir adopté le judaïsme comme religion officielle. Selon les historiens, il s'agissait certainement avant tout de stratégie, pour échapper tant à l'influence islamique que chrétienne, face à ses puissants voisins arabes et byzantins.

On sait que seule la caste dirigeante, réunie autour du souverain, pratiquait le judaïsme. La majorité de la population se répartissait entre chrétiens, musulmans ou tenants de l'ancienne religion et les trois grandes religions monothéistes avaient leurs représentants dans les institutions du royaume. Une tolérance peu habituelle à cette époque.

Cet empire s'effondra après sa défaite militaire face au prince russe Sviatoslav à la fin du Xe siècle, ses villes, sa culture disparurent. La population reprit pour partie son mode de vie itinérant ou bien s'intégra aux nouvelles populations slaves. Pendant longtemps, il n'en fut plus question.

Quel rapport donc entre cet État turco-mongol « judaïsé » un temps, les Ashkénazes et le yiddish ?

Un historien israélien Abraham Nahum Polak, de l'Université de Jérusalem, spécialiste de l'Islam, publie en 1943 *Khazaria : Histoire d'un royaume juif en Europe*, sujet pourtant en dehors de son propre domaine de spécialité. Dans cette œuvre, il développe deux théories, qui prêtèrent immédiatement à controverse :

- la première est l'origine non moyen-orientale de la plupart des Juifs d'Europe orientale ;

- la seconde suppose que le yiddish serait né en Crimée et non en Allemagne, contrairement à ce que l'on avait cru précédemment.

Ainsi, il avance l'idée qu'après l'effondrement du royaume khazar, une grande partie de sa population juive se serait déplacée vers l'Europe orientale et centrale et serait, de fait, à l'origine des Ashkénazes. Les Ashkénazes ne seraient donc pas essentiellement les descendants de ces anciens Hébreux qui après la destruction du Temple quittèrent Jérusalem, de plein gré ou contraints, remontèrent la Gaule, à la suite des conquérants romains pour s'établir vers la Rhénanie et d'autres territoires germaniques dont ils adoptèrent progressivement le parler, à l'origine du yiddish. Ils seraient, en grande partie, descendants des Khazars.

Comment alors, ces populations juives issues d'un peuple turco-mongol, puis adoptant des parlers slaves, auraient-ils donné naissance au yiddish ?

Un linguiste israélien Paul Wexler, né en 1960 aux États-Unis, professeur émérite de linguistique de l'Université de Tel Aviv, reprend l'hypothèse d'Abraham Polak en 1991 et cherche à démontrer que, sur le plan linguistique, le yiddish n'est pas une langue germanique mais bien, au départ, une langue slave, une variante du sorabe qui se serait soumise à une relexification* au moyen haut allemand, entre le IXe et le XIIe siècle, pendant la colonisation des territoires slaves d'Allemagne de l'Est, puis plus tard au XVe siècle, une nouvelle relexification avec les descendants des Khazars.

Cette double théorie qui révolutionnait toutes les recherches antérieures ne semble pas être retenue de nos jours par les différents chercheurs et linguistes du yiddish. Pour autant, l'intérêt pour les langues slaves et leur influence sur le yiddish continue de se développer...

Ainsi, *lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyfundzer yidish-vinkl*. Retrouvons-nous dans un mois dans notre coin yiddish. ■ Regina Fiderer

* Par *relexification*, on entend le renouvellement du vocabulaire, alors que la structure de la langue (grammaire, syntaxe) ne change guère.

יידיש? יידיש!

URSS : 1941-1946 filmer la GUERRE.

Babi Yar *contexte* de Loznitsa, film de montage sans commentaires, prétend laisser le spectateur libre de juger de l'« objectivité » des images mais son montage crée un discours qui, par effet miroir (armées allemande, puis soviétique), par ellipse et omission, accrédite l'idée d'un continuum historique de l'occupation de l'Ukraine [1]. Revenir aux images d'actualités soviétiques permet de voir que le montage, avec ou sans commentaires, change l'image de la guerre alors que, d'un film à l'autre, ce sont les mêmes opérateurs à la prise de vue.

La *Direction politique du Front* et la *Direction des studios documentaires des Républiques* envoient réalisateurs, opérateurs et techniciens sur les fronts. Un grand nombre d'opérateurs, jusqu'à 236 dont 40 mourront sur les fronts, filment en permanence des images qui atteindront 5 millions de mètres de rushes pour 3 000 heures centralisées et montées au *Studio central* de Moscou évacué au Tadjikistan en 1942.

Ces rushes sont triés, recyclés pour se retrouver, montés différemment selon les réalisateurs, dans des courts ou longs métrages documentaires. Chaque film, montre une guerre plus ou moins violente, selon que les images choisies retiennent la production d'armes, les faits militaires, le travail ou la vie et les souffrances des populations, la construction du socialisme dans le pays. Seront ainsi diffusés 284 journaux d'actualités (SKJ, *Soyouzokino journal*), 45 brèves « *Nouvelles du jour* » et des courts métrages de fiction de propagande.

Les femmes aussi...

Les femmes aussi dirigent et montent : **Ioulia Solnsteva** épouse de Dovjenko, **Esfir Shub** (*Procès de Smolensk*). **Elisaveta Svilova**, épouse de Dziga Vertov, réalise *Auschwitz* puis, avec **Roman Karmen**, *Le Tribunal des peuples* (film sur le procès de Nuremberg), et monte les *Atrocités fascistes* présenté à Nuremberg. Avec **Yuli Raisman**, elle coréalise *La Chute de Berlin* où son montage de contrastes alternés est clair et d'une efficacité redoutable : plan d'actualités nazies avec mains de la foule en liesse, mains tendues en salut hitlérien et mains d'habitants de Berlin, affamés, tendues pour du pain, monuments imposants du Reich, ruines de la ville où un cheval mort est dépecé pour sa viande par des Berlinoises affamées...

Roman Karmen coordonne l'ensemble des opérateurs et part filmer sur différents fronts. Bénéficiant de la logistique de Joukov, il dirige une petite équipe qui suit la contre-offensive de l'Armée rouge jusqu'à Berlin, filme le chaos de la guerre et les exactions nazies. Ces images seront reprises par le cinéma de propagande américain, dont la série de Frank Capra : *Pourquoi nous combattons*. Avec les images collectées par ses

opérateurs lors du siège de la ville, Karmen dirige le film *Le Siège de Léninegrad*. Il est également sur place lors de la victoire à Stalingrad : ainsi les deux armées russes, en novembre 1943, qui se rejoignent en un élan fraternel et une symétrie parfaite, sont jouées par des milliers de figurants dont d'anciens de la bataille de Stalingrad.

Ses images de fort réalisme placent le spectateur au cœur des combats et incarnent la victoire soviétique (telle celle, célèbre, du drapeau rouge flottant sur le *Reichstag*) et la défaite de l'armée allemande se lit sur les visages des prisonniers en gros plan. De l'Espagne au Chili d'Allende, Karmen aura accompagné la politique soviétique, de Lénine à Staline, jusqu'à Brejnev, mais que dire de lui, filmant son ombre glissant dans le ravin de Babi Yar jusqu'à la fosse ? Karmen se souvenait-il là de sa naissance dans une famille juive très pauvre d'Odessa ?

En 1943, libération de Kiev : **Dovjenko** tourne

Solnsteva qui monta les films, le procès de Kiev qui figurait dans *Ukraine en flammes* en a été retiré. Les Soviétiques ont beaucoup filmé les procès, ainsi celui de Smolensk réalisé par Esfir Shub : elle filme et monte en gros plan les visages des femmes qui y assistent, ou les mains fébriles des accusés. Un film troublant : l'assistance enjouée y applaudit à l'énoncé du verdict, avant que nous n'assistions à la pendaison publique en présence d'une foule impressionnante.

Boris Barnet, avec *Une tête sans prix*, sorti en 1942, fait figure d'exception en montrant la discrimination des Juifs dans le *Recueil Combattant n° 10*, une série de films destinée à remonter le courage des civils et des militaires.

Concernant la « solution finale » et l'épuration raciale, les Soviétiques en parlent peu, à l'instar du cinéma de la propagande alliée, européen ou américain. Il y a le fait de la monumentalité de la barbarie : un million et demi de Juifs assassinés en

URSS et 26 millions de citoyens soviétiques tués, dont 20 millions de civils : le traumatisme est fort, le pays doit se reconstruire. C'est tout de même dans les actualités soviétiques que l'on voit les centres de mise à mort, images reprises dans les actualités diffusées dans les pays alliés, qui font parfois état de dizaines de milliers de victimes juives.

L'épuration raciale spécifique

(Juifs, Tsiganes...) mettra des années à être présente au cinéma, d'autant que la plupart des déportés se taisent. Exceptions dans deux fictions : *La Dernière étape* (1947) de la polonaise Wanda Jakubowska, ancienne déportée, et *Tarass l'indompté* (1945) où Mark Donskoï évoque Babi Yar. Plus tard, *Nuit et Brouillard* d'Alain Resnais sorti en 1956 sans le mot Juif.

Censure, réécriture

Dès 1947-1948, aux USA et en Europe, les documentaires américains (Budd Schulberg, Pare Lorentz) et britanniques (Sidney Bernstein) sur les camps sont interdits par une censure qui ne dit pas son nom : la guerre froide. En URSS, est construit un grand roman patriotique de l'unité des Républiques, alors que l'antisémitisme revient sur la scène politique dès 1946 avec l'interdiction du *Livre noir* d'Ehrenbourg et Grossman, l'assassinat en 1948 de Solomon Mikhoëls, en 1952 la « Nuit des poètes assassinés ». C'est l'époque du « Complot des blouses blanches ». Écriture, réécriture de l'Histoire n'ont cessé et ne cesseront, à l'Est comme à l'Ouest, jusqu'à nos jours. Qui pour se souvenir, demain, que la grande avenue transversale de Kiev, menant à Babi Yar, s'appelait autrefois avenue de Moscou ? Débaptisée, dès le lendemain de la Révolution de Maïdan, elle s'appelle aujourd'hui **Stepan-Bandera**, du nom de celui qui, aux côtés des nazis, massacra les Juifs, puis 100 000 Polonais pour l'épuration nationaliste raciale de l'Ukraine. ■

[1] PNM n° 400 11/2022.



Ioulia Solnsteva



Elisaveta Svilova



Esfir Shub

L'Ukraine en flammes, un film qui montre la destruction de l'Ukraine, les crimes nazis et les souffrances de la population. Pas de grands hommes (hormis un bref focus sur Khrouchtchev à Kiev et Staline qui n'est cité qu'une seule fois). Ce film ample, beau et profondément tragique, célèbre le travail des paysans et le chant de la terre : grands tournesols, lourds attelages de bœufs, pommiers en fleurs, semailles et moissons... Dovjenko fait parler en son direct (rare dans les films de guerre) les paysannes dénonçant la barbarie nazie. Pas de hauts faits d'armes non plus.

Staline interdit le film. Dovjenko, congédié de la direction du Studio de Kiev, écrit dans ses carnets : « *On veut que je fasse des panégyriques* ». À contre-cœur, il cède et tourne en 1945 deux films à la gloire de la grande guerre patriotique : *Bataille pour notre Ukraine soviétique* et *Victoire sur la rive droite*. Il reprend quelques images déjà vues dans *Ukraine en flammes* mais on découvre des soldats aidant les paysannes aux champs, images que Dovjenko avait retirées de la séquence des moissons. Il montre le massacre de Kharkov où cadavres de mères et d'enfants sont mêlés et à Babi Yar la fosse et les cadavres ; il commente : 200 000 morts.

Dovjenko interpelle le spectateur : « *Découvrez-vous (...) Ce sont nos enfants et nos femmes, nos pères et nos mères. Ils ont été tués par les fascistes. Les voici, les infâmes hitlériens ! Ils font honte à l'humanité ! Regardez-les, haïssez-les, méprisez-les, ces maudits assassins.* »... Selon **Ioulia**

BOGDANOVKA, LE BABI YAR ROUMAIN

par **BERNARD FREDERICK**

(Suite de la Une)

La décision d'exterminer les Juifs de Bogdanovka et Demanovka fut prise sur proposition du gouverneur de Transnistrie, Alexianu, et approuvée par Antonescu, le dictateur de Bucarest. Le prétexte avancé était la propagation rapide d'une épidémie de typhus provoquée par l'entassement des cadavres dans les camps. Une équipe de tueurs ukrainiens supervisée par le préfet roumain de la région, Isopescu, se mit à l'œuvre le 21 décembre 1941. Cinq mille internés – les malades, les invalides et une partie des enfants – furent brûlés vifs. Quarante-huit mille Juifs furent ensuite conduits par étapes vers un ravin, en lisière d'une forêt, où ils furent abattus à la mitrailleuse par groupes de 300 à 400. Un bûcher avait été allumé au fond du ravin afin d'y brûler les cadavres. Nombre de Juifs y furent précipités vivants. Cinquante-six mille quatre cents Juifs furent assassinés à Bogdanovka, soit plus



Bogdanovka - Babi Yar Transnistrie

des charrettes vers le district de Pervomaïsky où ils ont été abattus et enterrés près des villages de Krymka, Katerinka et Kumari. Et il en a été ainsi dans de nombreux villages : la plupart des femmes, des enfants et des personnes âgées ont été tués ».

En octobre 1941, les autorités d'occupation roumaines installent un camp de la mort à Bogdanovka sur les rives du Boug du Sud. Il était dirigé par le commandant du district de Golta, le colonel Modest Ionescu. Début novembre 1941, des civils, pour la plupart juifs, commencèrent à arriver à Bogdanovka sous l'escorte de gendarmes roumains. Ils y ont été conduits d'Odessa, des camps de Vinnitsa et de Moldavie.

Du sud d'Odessa, les prison-

niers ont été transportés par trains de marchandises à Berezovka, et de là, ils ont parcouru plus de cent kilomètres à pied à travers le gel le plus sévère. Des personnes épuisées, sans nourriture ni eau, ont été conduites dans un flot incessant vers le lieu d'exécution pendant vingt-trois jours ! Ceux qui ont pris du retard ont été tués sur place. Le dernier

a été une victoire stratégique majeure pour le camp nazi. Quelque 250 000 habitants, dont plus de 90 000 Juifs étaient demeurés dans la ville.

Six jours après l'entrée des troupes roumaines à Odessa, un attentat des partisans tue le général Glogojeanu, commandant d'Odessa, et 40 autres militaires. Le soir même, le gouvernement roumain ordonne des représailles implacables. Aussitôt, le nouveau commandant d'Odessa, le général Trestioreanu annonce qu'il va prendre des mesures pour pendre les Juifs et les communistes sur les places publiques. Durant la nuit 5 000 personnes sont exécutées.

Le 23 octobre, 19 000 Juifs sont exécutés et leurs cadavres arrosés d'essence et brûlés. Des milliers d'autres sont emprisonnés comme otages. Le 24 octobre, les Juifs emprisonnés sont transportés en dehors de la ville et fusillés devant des fossés anti-chars par groupes de 40 ou 50. L'opération se révé-



Odessa, 1941. Juifs pendus

qu'à Babi Yar, lieu emblématique de la Shoah par balles commise par les *Einsatzgruppen* SS [1].

L'opération d'extermination des Juifs, qui avait été programmée pour coïncider avec l'anniversaire de Staline, a été appelée un « cadeau à Staline ».

Au total, le nombre de victimes exécutées dans le district de Domanevsky dépasse 115 000 personnes.

Le président du conseil des anciens combattants du district de Domanevsky, Viteslav Loutsenko, l'un des gardiens de l'histoire de sa région, a déclaré :

« Avant la guerre, Domanevka s'appelait le « shtetl » juif. À 20 kilomètres du centre régional, la colonie déjà dans la région d'Odessa portait le nom de Zhidovskoe [juif Nda] conservé sur des cartes historiques ; dans le village de Slava, qui n'existe plus, il y avait une ferme collective juive « Vie nouvelle ». C'est là que le 28 août 1941, les 23 premiers Juifs furent fusillés et jetés dans un puits ; dont sept enfants de un à cinq ans. Le 29 août, 120 Juifs ont été emmenés de Domanevka sur



Roumains à Odessa



Un collaborateur ukrainien offre le pain et le sel à un officier roumain à Odessa en signe de bienvenue

groupe de prisonniers est arrivé à Bogdanovka le 18 décembre 1941. La route Odessa-Berezovka-Domanevka-Bogdanovka était appelée la « route de la mort ».

Odessa, la « capitale » de la Transnistrie roumaine, était tombée aux mains des Allemands et des Roumains le 16 octobre 1941. La capture d'Odessa

lant trop lente, les 5 000 Juifs restants sont enfermés dans trois entrepôts, mitraillés, puis les entrepôts sont incendiés. Quarante mille Juifs sont ainsi tués ce jour-là. Le 24 au soir, le maréchal Antonescu demande que les otages qui sont encore en vie connaissent les mêmes souffrances que les Roumains morts dans l'explosion. Les victimes

sont amenées dans un entrepôt qui est dynamité le 25 octobre, jour de l'enterrement des Roumains victimes de l'attentat du 22 octobre.

Le 1er novembre, la ville ne compte plus que 33 885 Juifs, surtout des femmes et des enfants, qui vivent, terrorisés, dans le quartier de Moldoveanca. Les Juifs d'Odessa et de sa région sont ensuite déportés à Bogdanovka, Domanevka et Akhmetcheta.

Les massacres d'Odessa, durant l'automne 1941 et le début de 1942, ont fait en tout près de cent mille morts. ■

[1] cf. Presse Nouvelle n° 400 (11/2022).